

Les pratiques de gestion « souples » des sédiments sableux sur le littoral aquitain

Sophie Guillemotonia

VA Environnement – Risques, nuisances et pollutions

BRGM/Observatoire de la côte aquitaine DREAL Nouvelle-Aquitaine/ Service mer et littoral

Tuteurs : Christophe Belot et Cyril Mallet



Illustration 1: L'immeuble "Le Signal" - Soulac-sur-mer, Gironde

Le littoral est défini comme la zone de contact entre l'hydrosphère, l'atmosphère et la lithosphère. Au sens physique du terme, le littoral est la bande comprise entre le niveau des plus basses mers et celui des plus hautes mers et joue le rôle d'interface entre son avant-pays maritime et son arrière-pays terrestre. (ENS Lyon, glossaire)

En France, cet espace très convoité a commencé à être fortement aménagé au cours des années 60-70 dû au développement du tourisme de masse. Cette population littorale en constante augmentation se heurte au risque naturel érosion qui touche l'ensemble du linéaire littoral métropolitain mais également européen et mondial. Dans le monde, 80 % de la population mondiale est recensée dans la bande littorale des 100 km en 2010

(MEDDTL, 2012). En 2004, 20 % des côtes européennes (20 000 km) étaient affectées par l'érosion et la population habitant sur les côtes européennes s'élevait à 70 millions en 2001. En Europe, il avait été estimé que plus de 158 000 personnes seraient exposées aux risques d'érosion côtière ou de submersion en 2020 (Erosion, 2004). Concernant le territoire métropolitain, c'est 1/4 du littoral qui est soumis au risque érosion et la façade atlantique est l'une des côtes les plus touchées par ce phénomène. (AcclimaTerra 2018).

Face aux enjeux humains, économiques et environnementaux associés à ce risque, les gestionnaires du littoral se sont organisés pour « lutter contre l'érosion ». La gestion « dure », consistant à construire des ouvrages tels que des digues, des épis ou des brises lames, a longtemps était privilégiée. Néanmoins, l'analyse des impacts de ces constructions sur le système côtier a encouragé l'utilisation de méthodes plus « souples » ou « douces » tels que la remobilisation sédimentaire.

Cette technique, largement pratiquée aux États-Unis et aux Pays-Bas, respectivement, dès les années 50 et les années 80, s'est réellement répandue en France à partir des années 2000.

Cependant, en Aquitaine notamment, les rechargements sédimentaires ont souvent été réalisés en urgence, sans identification au préalable des lieux de prélèvement ou des secteurs de dépôt les plus pertinents et parfois sans études d'impact de leurs travaux sur la morphodynamique côtière.

Méthode et livrables

Dans ce cadre-là, des études ont été menées en 2013-2014 à l'initiative de l'Observatoire de la Côte Aquitaine et du GIP Littoral (Pairain 2013, Ropers 2014) pour recenser les modalités de gestion sur le littoral aquitain afin de proposer un premier bilan et initier des propositions de « bonnes pratiques » ou de mutualisation des moyens.

En 2019, une actualisation de ces données a été souhaité afin de dresser un état régional des connaissances existantes au niveau des cellules hydro-sédimentaires en termes de stock de sédiments sableux (zones de prélèvement et de dépôt, volumes mobilisés, fréquence, date des travaux, technique utilisée, objectif de l'opération, etc.).

Pour réaliser cet état des lieux, une recherche bibliographique a été menée et une enquête a été lancée auprès des gestionnaires du littoral. A terme, des fiches synthèses par cellule hydro-sédimentaire et par commune ont été élaborées contenant une présentation générale des pratiques effectuées pour chaque sites et les chiffres clés (en terme de coût, de volume, de mode opératoire, etc.).

Les données recueillies ont été intégrées dans une table attributaire et insérées sous SIG afin de disposer d'un aperçu visuel de la répartition des rechargements sédimentaire effectués depuis 2008. Cette base va être réutiliser pour mettre en place un outil numérique de capitalisation des données, à destination des collectivités, gestionnaires de littoral, pour faciliter et optimiser leur gestion.

Conclusion

Cet état des lieux constitue une première étape d'une étude plus globale qui vise à encourager l'ensemble des gestionnaires vers une gestion plus durable et plus cohérente du littoral. Les outils opérationnels, comme ceux élaborés pour l'étude en cours, deviennent indispensables pour disposer d'une vision claire des opérations menées.

La recherche de cette transparence entre gestionnaires/financeurs/experts au sujet des pratiques de gestion peut contribuer à consolider leurs rapports et à engager des discussions concrètes sur l'avenir du littoral. Les prospections du GIEC, de l'Observatoire de la côte aquitaine, mettent en exergue la nécessité d'anticiper les problèmes d'érosion qui vont s'accentuer dans l'horizon futur. Les coûts de gestion vont augmenter et la question de la disponibilité en sable va se poser.

Dans ce cadre-là, des réflexions sont menées pour amorcer des projets de recomposition spatiale et proposer des outils réglementaires et financiers permettant leurs mises en place.

